

## **NOUS VOULONS UN «ÉLECTRO CHOC» POUR SAUVER L'HÔPITAL PUBLIC ET NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ ET D'ACTION SOCIALE !**

Cela fait des années que nous tirons la sonnette d'alarme. L'hôpital public et plus largement les établissements du sanitaire, du social et du médico-social qui composent notre système de santé et de protection sociale craquent de toute part. Ces secteurs d'activités ne tiennent que grâce à l'engagement et au haut niveau de qualification des personnels qui exercent au quotidien leurs missions avec de moins en moins de moyens à disposition. Pendant la pandémie du COVID 19, nous avons été applaudis. 4 ans plus tard, force est de constater que l'abandon de l'hôpital public et de notre système de santé perdure. Alors que notre système de santé figurait parmi les meilleurs du monde, nous sommes désormais contraints de plus en plus souvent de faire le tri des patients faute de place. Des milliers de personnes ou malades subissent des pertes de chance préjudiciables pour leur santé, car ils ne bénéficient pas toujours de soins adéquats en raison d'un déficit de prise en charge. Aujourd'hui dans notre pays, on peut mourir sur des brancards dans nos services d'urgences. Nous ne pouvons pas accepter cette situation indigne et insupportable. Dans ce cadre, le futur Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale 2025 revêt une importance cruciale. Il faut un plan d'envergure et pérenne pour l'hôpital public, et plus largement pour tous les secteurs de la santé et du social. Dans un premier temps, il convient de reprendre le déficit de plus de 2 milliards en 2024 qui asphyxie l'hôpital public. Pour 2025, il faut au minimum une augmentation conséquente du financement des établissements de santé qui répond aux besoins de la population et à l'amélioration des conditions de travail des personnels. Il est aussi nécessaire de revaloriser de 6 à 10 % l'ONDAM 2025, a minima, et de mettre fin au système délétère de tarification à l'activité, conformément à l'engagement du Président de la République tenu en janvier 2023. La pénurie de personnel médical générée par le numerus clausus peut être enrayerée en planifiant et en finançant dès maintenant l'augmentation massive de l'offre de formation de médecins, de sages femmes, mais aussi de personnel paramédical, d'infirmières, d'aides-soignantes, etc. pour mettre fin aux cadences infernales de travail et aux glissements de tâches qu'ils subissent. L'emploi et les ratios d'encadrement patients, résidents doit être augmenté pour améliorer la qualité de la prise en charge de la population. Alors que les augmentations issues du Ségur se sont, pour partie, évaporées à cause de l'inflation, il faut rouvrir un chantier d'amélioration des salaires, des carrières et des conditions de travail pour l'ensemble des professionnels.

Notre système de Santé et de protection sociale, tant envié à l'étranger, faisait notre renommée au niveau international. Ne l'abandonnons pas et ne le laissons pas dépérir. Parce qu'il sauve des vies et prend soin de la population, il fait partie de nos biens les plus précieux. Cela doit devenir une vraie priorité nationale.

Nous sommes personnels soignants, ouvriers, administratifs, techniques, de direction, éducatifs ou usagers, résidents, patients etc. Chacun et chacune, nous appelons solennellement les députés, les élus, le gouvernement, le Président de la République à prendre très au sérieux cet appel. A partir du 29 octobre et jusqu'à ce que nos revendications soient prises en compte dans le débat budgétaire, nous allons agir chacune et chacun à notre échelle, car nous savons que c'est le seul moyen d'être entendus, et multiplier les actions les prochaines semaines.